

Le livre
du jour

L'agent 007
sous surveillance

La saga James Bond est l'un des phénomènes culturels de masse les plus importants de la seconde moitié du XX^e siècle. Les douze romans (et neuf nouvelles) de Ian Fleming et de ceux qui ont pris sa relève (Kingsley Amis, Raymond Benson, John Gardner, etc.) ont été écoulés à plus de 200 millions d'exemplaires à travers le monde. Un nouveau James Bond, signé Sebastian Faulks, doit sortir en Grande-Bretagne le 28 mai 2008, jour anniversaire du centenaire de la naissance de Fleming.

James Bond (2)007 Anatomie d'un mythe populaire
Sous la direction de **Françoise Hache-Bissette, Fabien Bouilly et Vincent Chenille**
Belin, 398 p., 26 €

Ce phénomène est aussi cinématographique : 21 films ont été tournés. C'est à partir de ce constat – et en notant que James Bond n'avait retenu que sporadiquement l'attention des chercheurs en sciences humaines – que deux universitaires et un historien ont organisé, en janvier 2007, un colloque dont sont tirées les contributions de *James Bond (2)007 Anatomie d'un mythe populaire*.

Logiquement, aux romans – ceux de Ian Fleming, qu'Umberto Eco appelle « ingénieur en romans de grande consommation », mais aussi ceux de ses successeurs – sont consacrées les premières études : « Exotisme de classe sans lutte de classe », « syndrome de la conspiration »... Suit des approches du personnage, de son univers, de ses déclinaires commerciaux, de ses signifiants politiques.

« Bond est l'homme que tous les hommes veulent être et celui avec lequel toutes les femmes veulent être », répétait Albert Broccoli, l'un de ses producteurs. Le docteur en philosophie Charles Girard met l'accent sur le déficit de personnalité de l'agent secret, ce « *Mister Kiss Bang Bang* » proposant à ses admirateurs « un smoking à endosser, un Walter PPK à empoigner et une coupe de vodka-Martini secoué non agité à vider ». Pour le docteur en études cinématographiques Alain Brassart, la célébrité de Bond tiendrait à sa proposition d'une « virilité archaïque rassurante » à une époque où l'autonomie grandissante des femmes contraignait les hommes à douter de leur pouvoir de séduction. Sans surprise, Sean Connery décroche cette palme, cette virilité s'avérant comique chez Roger Moore, décontractée chez Pierce Brosnan, peu convaincante chez George Lazenby, trop ambiguë chez Timothy Dalton.

Jean Ferrette et David Ledent (université de Caen) tentent, eux, une analyse des figures féminines dans les films de James Bond. Un défi, tant le sujet a été commenté. Michael Baumgartner (université de Colombie-britannique, Vancouver) le relève pourtant et dépeint Bond comme « un touriste sexuel élémentaire ».

De la passion de 007 pour les automobiles au mythe du smoking en passant par le décryptage des menus gastronomiques, l'étude des génériques et de l'esthétique pop, on passe (après un détour sur les coulisses économiques des films) à la géopolitique. Cette dernière partie est peut-être la plus passionnante, parce qu'elle renvoie à des stratégies de la Grande-Bretagne d'après-guerre, à l'atmosphère de la guerre froide, à la relecture permanente de l'ordre politique mondial. Et à l'imaginaire identitaire britannique. Pour Luc Shankland, de l'université de Nancy-II, la cote de ce maître étalon de la britannité ne serait pas étrangère à la découverte, juste avant le premier roman de Ian Fleming, de l'homosexualité de deux diplomates en poste à Washington, et agents doubles.

Fleming aurait répondu à cette trahison en créant un héros dont la mission était de rétablir la confiance dans les services secrets. Or l'espion don Juan de *Casino Royale* se fait frapper les parties génitales à l'aide d'une tapette à tapis. La figure du gentleman est sacrifiée, Bond s'approprie à faire son coming out. Dans *Dr No*, il sort féminisé du lagon bleu, tel Vénus. La saga serait un malicieux traitement des angoisses d'impuissance d'une nation trahie par des membres de son establishment. ■

JEAN-LUC DOUIN

Retour sur un Japon conquérant

Après la seconde guerre mondiale, la société nipponne n'a pas accepté le regard critique de ses voisins

Robert Dujarric

Dirige l'Institut sur le Japon contemporain de Temple University à Tokyo

Dès son élection, en septembre, le premier ministre japonais, Yasuo Fukuda, a fait savoir qu'il ne se rendra pas à Yasukuni, sanctuaire où reposent les âmes des soldats morts pour l'empereur. Les criminels de guerre exécutés après la capitulation japonaise en 1945 figurant parmi les âmes qui y sont vénérées, Pékin et Séoul s'étaient déjà fermement opposés aux pèlerinages de l'ancien chef du gouvernement Junichiro Koizumi (2001-2006) à Yasukuni.

Pourquoi, en 2007, le Japon a-t-il toujours tant de mal à se confronter avec son passé ? Personne ne pourrait imaginer un ou une chancelier(e) allemand(e) priant pour le repos des âmes des pendus de Nuremberg. Mais avant de comparer – démarche inévitable – le Japon et l'Allemagne face à leur passé, deux faits importants ne doivent pas être oubliés. Premièrement, Tokyo a présenté ses excuses et a contribué financièrement au dédommagement de ses victimes. Et, même si le Japon a tendance à minimiser les faits qui lui sont reprochés, il ne règne pas de négationnisme d'Etat. Deuxièmement, dans ses rapports ambigus avec l'histoire, le Japon est dans la norme et l'Allemagne un cas exceptionnel.

N'oublions pas qu'avant le discours prononcé par Jacques Chirac lors des commémorations de la rafle du Vél' d'Hiv', aucun gouvernement n'avait reconnu la responsabilité française dans la Shoah. De même, l'Autriche de Kurt Waldheim et Jörg Haider, l'Italie de Berlusconi avec ses ministres issus du néofascisme, et les Etats-Unis, où les politiciens sont souvent équivoques envers les symboles sudistes de la guerre de Sécession, largement utilisés par le Ku Klux Klan, laissent à penser que ce que les Japonais nomment la « question historique » est un problème que peu de pays savent résoudre.

Mais, allié d'Hitler, le Japon est « jumelé » avec l'Allemagne, c'est donc avec celle-ci qu'il faut le comparer. Si les Japonais n'ont pas la même attitude que les Allemands face à leur passé, il y a plusieurs raisons.

Pour Washington, en position dominante après 1945 en Europe de l'Ouest et au Japon, il était essentiel d'établir de bonnes relations entre l'Allemagne et le reste de l'Europe occidentale afin de fai-

re redémarrer l'économie du Vieux Continent, d'éviter de nouveaux conflits et de créer un bloc solidaire face au péril soviétique. En dehors des communistes et des nostalgiques d'un nationalisme exacerbé, Allemands, Belges, Luxembourgeois, Français, Italiens et Britanniques partageaient cette analyse.

En revanche, les Etats-Unis n'avaient pas pour but d'incorporer l'archipel japonais dans une stratégie régionale, car il n'y avait pas d'Asie économique et politique à construire : la Chine était en proie à une guerre civile avant de tomber dans le camp adverse ; la Corée (du Sud), un pays pauvre et sans industrie, n'avait, pensait-on à l'époque, aucun avenir. Pour le gouvernement américain, l'objectif était de construire une alliance bilatérale américano-nipponne sans référence au reste du continent asiatique, contrairement au pacte atlantique qui fusionna la relation germano-américaine dans une coalition euro-américaine.

En Europe comme au Japon, l'objectif était de mettre fin rapidement aux régimes d'occupation. Washington devait donc établir à Bonn et à Tokyo des gouvernements alliés et efficaces. Au Japon, rares étaient les membres de l'establishment qui n'étaient pas entachés par la collaboration avec le régime militaire. En Allemagne, en revanche, il y avait des démocrates-chrétiens et des sociaux-

démocrates qui alliaient compétence, sentiments proaméricains et européens, et n'avaient pas de passé nazi. Enfin, rappelons que 1933 marque, en Allemagne, la fin d'une époque et le début du règne d'un révolutionnaire plébéien, naturalisé de fraîche date, ennemi non seule-



Les massacres et viols commis en Chine n'ont pas laissé les mêmes traces indélébiles que les usines de la mort des nazis

ment des communistes mais haïssant aussi la noblesse, les officiers et les grands bourgeois.

Au Japon, en revanche, il n'y a pas de prise du pouvoir par un Hitler, mais une dérive graduelle du pays qui continue à être gouverné par des ministres, hauts fonctionnaires, généraux et amiraux sortis des meilleures universités et des académies militaires et navales. Et l'empereur reste à la tête de l'Etat. Hitler était un caporal, Tojo un général officier d'état-major. L'armée, l'aristocratie et la classe politique nipponne ne produisirent aucun Stauffenberg, James von Moltke ou Rommel. La coupure évidente que représente Hitler et le sacrifice d'hommes comme Stauffenberg, appartenant à l'élite de la nation, rendent psychologiquement plus facile le mea culpa en Allemagne qu'au Japon, où aucun résistant de marque n'a sauvé l'honneur des classes dirigeantes.

La géographie des exactions nazies et japonaises est aussi différente. Il y eut des camps de concentration en Allemagne, et les Alliés forcèrent les Allemands à s'y rendre pour qu'ils voient de leurs propres yeux les preuves de leurs crimes. L'industrialisation de la Shoah fait qu'il reste des « monuments », dont Auschwitz, qui témoignent de la barbarie hitlérienne. Les exactions de l'armée impériale eurent lieu à l'étranger, il n'y a donc pas de Dachau au Japon. Les massacres et viols commis en Chine n'ont pas laissé les mêmes traces indélébiles que les usines de la mort des nazis.

Il faut aussi ajouter que les Européens et les Américains furent plus choqués par des atrocités de la patrie de Kant et de Goethe qu'ils ne le furent par le comportement d'un pays asiatique comme le Japon. Les Occidentaux exigèrent donc dès 1945 plus de contrition des Allemands que des Japonais. L'amnésie historique et le négationnisme sont donc plus aisés au Japon qu'en Allemagne. ■

Beaux livres par Selçuk



Bataille pour un toit : l'odyssée de Bernard S.

Si chaque citoyen décidait d'aider obstinément un SDF à reconstruire sa vie, que se passerait-il ?

Je suis allemande d'origine. De toutes les horreurs et crimes commis par les miens, j'ai retenu ceci : si chaque Allemand avait pris sous son aile ne serait-ce qu'un seul juif, Hitler n'aurait pas pu en assassiner des millions. Or, au mois d'août, je tombe sur un SDF, Bernard S., assis sur un banc devant le 206, boulevard Voltaire, à Paris. Nous discutons. Il est très malade. Une vie chaotique l'a jeté dans la rue. Des années de galère. Il a 47 ans et parle comme un homme d'une certaine culture.

Sur un coup de tête, je lui jure que je le sortirai de là. Il n'a plus rien, si ce n'est une carte Vitale. Je l'entraîne à l'antenne de police. Par chance, il lui reste un certificat de naissance. On établit un dossier. Trois semaines plus tard, il reçoit une convocation de la Préfecture de Paris. Sa carte d'identité l'y attend. Nous y allons. Il marche difficilement. Trois heures d'attente. Résultat ? Sa carte ne peut lui être délivrée qu'avec un certificat de domici-

Katharina von Bülow

Journaliste et écrivain

liation. Je téléphone à la mairie. On me donne cinq adresses d'associations qui délivrent ces certificats.

Il est de plus en plus malade. Je réussis à le faire hospitaliser. On le met dehors le lendemain. Nous nous rendons à quatre de ces adresses d'associations. Elles n'existent plus. Reste une seule, derrière la Bastille. Cinq heures d'attente. On lui dit qu'il faut une déclaration de perte de sa carte d'identité de moins de deux mois. Je téléphone à l'antenne de police. On ne peut pas déclarer deux fois la perte d'une carte d'identité. Nous retournons à l'association de la Bastille. Ils refusent de le prendre en charge.

Dégoûté, il veut abandonner. Je m'accroche. Je le trouve couché par terre. J'appelle le 115. Pas de place. Les pompiers arrivent. Ils m'engueulent. J'insiste. Le chef prend sa température : 29 degrés. Il pleut. Les pompiers l'emmenent de force. Retour à Saint-Antoine, près de la Bastille. Puis à l'hôpital Esquirol, dans le Val-de-Marne. Toujours pas de certificat de domiciliation. Dans le 17^e arrondissement. Il y connaît le directeur d'un centre d'hébergement. Il lui délivre ce précieux document. Il ne peut presque plus marcher. Mendicité. Le froid arrive.

Je l'oblige à retourner à l'association de la Bastille. Cinq heures d'attente. Miracle. On accepte d'ouvrir son droit au RMI. Il retourne à la Préfecture. Deuxième miracle. On lui délivre sa carte d'identité. Nous voulons fêter l'événement. Aucun café ne veut accepter sa présence ! Il sent mauvais. !

Il a perdu 15 kilos. Je le réhospitalise. L'hôpital Esquirol le met à la rue. Guéri,

disent-ils. Je visite quatorze hôtels. Des taudis. Une femme me montre sa facture. La Mairie paie 2 700 euros par mois pour y loger sa famille ! L'hiver s'annonce. Je trouve un hôtel. Pas question qu'il retourne dans la rue. Je téléphone à l'adjoint au maire du 11^e arrondissement. Je menace de faire une grève de la faim devant sa mairie. Il m'appelle et me dit qu'il a prévenu un centre d'hébergement et de réinsertion pour des prisonniers en liberté conditionnelle.

La directrice, une femme remarquable, l'écoute et décide de le prendre. Le bonheur est total. Il a un toit sur la tête et peut commencer à refaire sa vie. Ce sera difficile. Mais neuf mois de combat l'ont changé. Mon obstination lui a rendu la confiance. Il y croit, maintenant. Est-ce gagné ? Je l'espère de tout mon cœur. Et je remercie le bon Dieu de m'avoir donné un coup de main. J'ai peut-être sauvé un homme. Mais tous les autres ? Que faire ? Se battre. ■